

## BIG PHARMA S'EST ASSEZ GAVÉ !

*Il faut que les brevets des vaccins contre le Covid deviennent un bien public international ! La reprise fin 2021 de l'épidémie à travers la planète, avec le variant Omicron et après une année de campagne de vaccination, relance le débat sur la levée des brevets. Les vaccins doivent devenir un bien commun.*

**D**ÉPUIS début janvier, les pays les plus riches du monde ont accéléré leur campagne de vaccination avec plus ou moins de succès et de rapidité. Ces mêmes pays ont préempté plus de 90 % de la production de l'année 2021 des vaccins aujourd'hui validés, ne laissant aucune place à la solidarité internationale et ne permettant pas aux pays les plus pauvres d'accéder à cet espoir de sortir de cette pandémie et, ce, contre toute logique sanitaire puisque c'est seulement si l'ensemble des populations accède au vaccin qu'une issue peut se dessiner.

**Ce n'est pas le vaccin qui protège mais un plan vaccinal mondial ambitieux, équitable et solidaire de l'ensemble de la population sur les cinq continents !**

La question de la levée des brevets sur les vaccins mérite d'autant plus d'être posée après la publication, en novembre dernier, de l'étude de la People's Vaccine Alliance sur les résultats des géants pharmaceutiques.

D'après cette association, qui milite pour une meilleure répartition des vaccins à travers le monde, Pfizer, BioNTech et Moderna engrangent plus de 1000 dollars de profits par seconde.

Contrairement à AstraZeneca et Johnson & Johnson qui vendent pour l'instant leurs vaccins à prix coûtant, le trio a amassé cet argent en vendant l'immense majorité de leurs doses à des pays riches. Pour Pfizer, le chiffre d'affaires pourrait dépasser les 100 milliards de dollars en 2022. C'est deux fois plus qu'avant la pandémie.

Mais, pour le géant pharmaceutique américain, comme pour ses concurren-



rent-es, il est hors de question de favoriser l'accès aux vaccins.

De nombreuses voix s'élèvent pour exiger, au moins temporairement la levée des brevets. Mais malgré la pression, la Commission européenne, le Royaume-Uni et la Suisse, continuent de défendre le business des multinationales pharmaceutiques. Officiellement, cela nuirait à l'innovation !

**Pourtant, si les formules sont la propriété des entreprises pharmaceutiques, les recherches des trois sociétés ont été largement financées par l'argent public.**

Le montant s'élèverait à plus de 11 milliards de dollars pour les États-Unis et au moins deux milliards d'euros pour l'Europe. Un financement public qui ne permet même pas la transparence sur la fixation du prix des vaccins.

Un manque de transparence qui crée non seulement de la méfiance mais qui pèse surtout sur les comptes du budget de la sécurité sociale.

Pour la CGT, dans la lutte contre le Covid, l'occasion a été manquée de rétablir la confiance en imposant une régulation publique et la transparence dans le seul intérêt du/de la patient-e-citoyen-ne.

C'est pour toutes ces raisons que la CGT est engagée dans l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « #Right2cure : pas de profit sur la pandémie » au travers d'une pétition, pour exiger que ces questions soient débattues à la commission européenne.

**La CGT appelle à ce que les droits de propriété intellectuelle sur les brevets des vaccins soient considérés comme un bien public international afin de permettre une production mondiale du vaccin. Elle appelle à la solidarité internationale afin que les vaccins disponibles soient distribués de manière juste, équitable, à travers le monde, sans distinction et que ce soit les travailleur-ses assurant des missions essentielles de service public et d'intérêt général qui soient priorités.**

